

*Les subsides*

que le parti libéral tente de s'empêcher systématiquement de répondre à ce qui constitue l'essentiel des propos du député.

Le député a dit beaucoup de choses. Je ne me souviens pas de tout ce qu'il a énuméré. Cependant, sur certains points de son énumération, il avait partiellement tort. Il est peut-être vrai que les États-Unis ont eu tort à certains égards. Dans d'autres cas, ils ont fait des consultations. Ils n'ont pas consulté le Canada lorsqu'ils ont envahi la Grenade, peut-être parce qu'ils ne faisaient pas confiance au gouvernement de l'époque. Il s'agissait d'un gouvernement libéral qui n'était pas digne de confiance. Ils ont consulté les Britanniques et les autres îles des Antilles. Le député a donc tort.

Quand on a doublement tort, on ne peut prétendre avoir raison.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. La parole est au député d'Essex—Windsor (M. Langdon) pour la reprise du débat.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, il est triste d'entendre les députés jouer sur les mots, aujourd'hui, pour contourner certains passages et pour éviter la question fondamentale dont la Chambre est saisie. Cette question fondamentale doit peut-être être posée par une nouvelle génération de députés.

Au cours des derniers mois et des dernières semaines, j'ai reçu des lettres écrites par des Jeannettes de ma circonscription. Ce sont des cris du coeur lancés par de petites filles qui veulent dire aux députés assemblés ici qu'elles veulent la paix dans le monde. Elles veulent pouvoir grandir. Elles veulent avoir le temps de s'épanouir et de réussir dans la vie. Elles veulent que le Canada prenne l'initiative de la lutte pour la paix. Nous avons reçu des lettres de sept ou huit groupes de jeannettes de Windsor. Je vais lire certaines des plus typiques. Je pense qu'il est essentiel que les députés entendent les messages envoyés par nos jeunes citoyennes, comme Lindsay, par exemple, âgée de six ans, qui écrit:

Demandez au premier ministre Mulroney de parler de la paix au président Reagan et de se débarrasser des armes nucléaires.

D'autres nous ont dit: «Je pense que le Canada devrait contribuer à la recherche de solutions pacifiques aux problèmes qui causent les guerres.» Ce sont les paroles de Laura qui est âgée de sept ans. «Le Canada devrait aider les autres pays à trouver des solutions pacifiques à leurs problèmes.» C'est l'opinion de Bonnie qui est âgée de six ans. Elles expriment bien la peur que cette génération éprouve par la faute de ceux d'entre nous qui les déçoivent depuis 10 ou 15 ans.

Il me semble qu'il y eu a beaucoup d'initiatives susceptibles d'apporter la paix, de détourner le monde de la dangereuse course aux armements et de nous faire renoncer à la capacité et à la volonté d'utiliser les armes et nous engager plutôt dans la voie de la désescalade et du désarmement. Ce sont de telles initiatives qui écarteront de nous la possibilité que les armes nucléaires mettent fin à la civilisation telle que nous la connaissons. Voilà essentiellement le but de la motion d'aujourd'hui. Elle ne vise pas à favoriser ou à embarrasser un parti ou un autre mais elle saisit sans détour le Parlement du

Canada d'au moins deux ou trois des questions essentielles qui sous-tendent le débat sur le contrôle des armements.

• (1610)

Je suis très déçu des récentes mesures du gouvernement quand on pense à l'appel que nos jeunes nous lancent en faveur d'un monde de paix. Par exemple, j'ai entendu aujourd'hui le ministre associé de la Défense nationale (M. Dick) dire que nous devons rester inextricablement liés à l'alliance, comme si elle était une fin en soi. La vraie fin consiste à construire un monde de paix et à désamorcer la course aux armements. Si l'existence même d'alliances y fait obstacle, il faudrait les dissoudre et non les encenser, comme l'a fait le dernier intervenant du gouvernement.

La folle attitude que l'on préconise ici, aux États-Unis, et aussi dans la Grande-Bretagne de M<sup>me</sup> Thatcher, à savoir que d'une façon ou d'une autre, c'est par la force qu'on va obtenir la paix, me rappelle davantage 1984 de George Orwell où le sens des mots était pris à rebours et où le ministère de la guerre était devenu un prétendu ministère de la paix. Voilà ce dont il s'agit lorsque le gouvernement ainsi que les dirigeants des pays occidentaux alliés parlent d'obtenir la paix par la force.

Au cours des dix-huit derniers mois, nous avons assisté à la ruine de SALT II. Ce devait être un mouvement vers la force et pourtant, il a détruit l'un des derniers grands gages de stabilité dans le monde. En dépit de cela, les États-Unis ont continué à déployer leurs missiles de croisière, et ont dépassé les bornes fixées par l'accord SALT II.

Voyons le spectacle que nous offre un gouvernement américain qui a admis avoir menti à son peuple. Voici qu'il envoie des représentants dans le monde entier et qu'il essaie de nous convaincre, nous, ses alliés, de rejeter le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques qui a été établi en 1972. Encore là, c'était l'un des quelques rares gages de stabilité qui nous protégeaient d'une escalade nucléaire.

Parlons du sommet de Reykjavik, où un accord semble avoir été atteint pour être vivement rejeté par les États-Unis. Parlons des initiatives qu'a prises l'Union soviétique pour mettre un terme aux essais nucléaires. Nous avons peut-être cru que c'était un subterfuge de la part de l'Union soviétique. Tous ceux qui ont suivi attentivement les événements devaient en arriver à la conclusion que c'était un geste sincère nous portant à croire que la signature d'un traité interdisant les essais nucléaires était possible si les États-Unis y répondaient. Cette proposition a été rejetée, elle aussi.

Compte tenu de ce qui se passe depuis un an et demi, il est temps de voir la réalité en face et d'admettre que pendant toute cette période la tendance était à l'escalade plutôt qu'au désarmement. Ce qui contribue implicitement à accentuer cette tendance, ce sont les ressources faramineuses affectées par les États-Unis à L'Initiative de défense stratégique, et aux tentatives des États-Unis de contourner le traité sur les missiles antibalistiques et d'instaurer certains éléments de cette IDS pour faire des essais. Voilà ce qui s'est passé.